



REUNION PUBLIQUE, Jeudi 4 juillet 2013, 18h30, au 61 rue Violet, métro Emile Zola

Hôpital, centres de santé, assurance maladie:

Défendre le service public de santé!

LA GRECE: LABORATOIRE DE LA CRISE SANITAIRE

Du jour au lendemain, le gouvernement grec à la solde de l'UE et de la finance internationale a rayé de la carte la télévision publique et ses 2700 employés.

En quatre ans, il a éliminé la moitié des financements des structures publiques de santé, au nom de l'euro et de déficits publics, pour lesquels les travailleurs grecs ne sont pour rien.

Se payer une prothèse de la hanche est devenu un luxe. Entre manger et suivre sa dialyse, il faut choisir. Quand les hôpitaux et les services subsistent, les personnels ne sont pas toujours payés. La pénurie de matériel est générale. On est arrivé à mendier et appeler « Médecins du monde » pour boucher les trous et tenter d'éviter la catastrophe sanitaire comme dans les pays du tiers-monde ou ... aux Etats-Unis.

Dans une lettre ouverte solennelle au gouvernement, datée du 20 avril, une centaine de professionnels de la santé grecs tire le signal d'alarme et appelle le pouvoir à dire non aux diktats de l'Union européenne, de sa banque et du FMI, quitte à sortir de l'euro.

EN FRANCE, on n'en est pas rendu à la même situation. Sans doute, mais l'évolution programmée va dans le même sens.

Les autorités s'appliquent à fermer les structures, maintenant, pour l'AP-HP, l'Hôtel Dieu, bientôt Beaujon, Bichat, ou en parallèle la Clinique des Bluets, sans compter les services. Le nombre de centres de santé conventionnés diminue drastiquement. Les « restes à charge » des malades augmentent considérablement au fil des « franchises » et des remboursements, notamment pour les personnes âgées et les malades chroniques. Le gouvernement prétend nous faire travailler plus longtemps mais il sape les conditions, réelles, de l'augmentation de l'espérance de vie. **Au niveau emploi et salaires, la situation est devenue critique et on ne pourra pas tirer encore longtemps sur la corde du dévouement des personnels hospitaliers.**

Les prétextes sont de même nature qu'en Grèce : les déficits. En vérité, ils sont fabriqués de toute pièce par les gouvernements successifs et le Medef. On exempte le patronat d'une large part de ses cotisations maladie, au nom de la compétitivité. Puis on étrangle les hôpitaux publics. Leur endettement a été multiplié par 4 en dix ans depuis 2001. La charge de la dette (les intérêts pour les banquiers) prélevés sur l'offre et la qualité des soins a atteint 823 millions d'euros en 2011 : une corde au cou. La tarification à l'activité, T2A, n'a qu'une seule rationalité : favoriser le secteur privé. Elle crée des dysfonctionnements et des aberrations médicales partout. La loi Bachelot de 2008, maintenu par la « gauche », a mis en place, avec les agences régionales de santé, l'instrument pour dépecer méthodiquement l'hôpital public.

Les objectifs de cette politique, menée avec acharnement par les gouvernements successifs, sont limpides : marchandiser le principal de la vie, le droit à l'accès aux soins, le droit de vivre et de vieillir dans le meilleur état de santé possible, en faire une source de profit pour les nantis. La Sécurité sociale, les réformes de l'hôpital public, nous les avons conquis par la lutte, nous les défendrons par la lutte !

Communistes, nous n'avons semé aucune illusion sur un quelconque changement avec l'élection de Hollande. Le directeur de l'ARS d'Ile-de-France nommé par Sarkozy n'est autre que l'ancien ministre PS Claude Evin.

Pour nous en 2013, rien n'est changé ! Seule la lutte, les convergences de lutte entre les travailleurs des différents secteurs, les populations ouvrent une perspective politique.

A chaque niveau, service, hôpital, quartier : évaluons les besoins en emplois, en investissements, en salaires. Construisons la mobilisation avec tous, aussi en utilisant les contradictions des « décideurs ».

Partout en France, monte l'opposition aux restructurations, aux fermetures. Unissons-nous !

Exigeons l'abrogation de la loi Bachelot (HSPT) !

Exigeons la fin de la T2A !

De l'argent, il y en a, celui des travailleurs détourné vers le patronat et le capital :

Exigeons la suppression des 30 milliards d'euros annuels de déduction de cotisations sociales patronales. C'est trois fois le « déficit » de l'assurance maladie.

Exigeons la suppression du nouveau dispositif de cadeau au patronat, le « Crédit d'impôt compétitivité » qui représentera 20 milliards d'euros à la charge de la collectivité pour les profits. Qui parle de déficit ?

Comme nos amis et camarades grecs, renvoyons l'Europe du capital à sa place !

Les forces existent pour gagner une autre politique. Ni fatalisme, ni résignation. Ensemble, nous allons le montrer !

FETE DE L'HUMA
2013:



Quartiers: défense du système de santé

Batailles locales, bataille globale

Contre la fermeture du centre de Sécurité sociale de la rue du Docteur Finlay.

Il est toujours en sursis, sa fermeture restant programmée pour la fin de l'année. Il ne resterait plus qu'un seul centre (Adolphe Chérioux) pour les 342.000 habitants des 6^{ème}, 7^{ème} et 15^{ème} arrdts! Les malades, surtout les plus fragiles socialement et physiquement, auront encore plus de mal à faire valoir leurs droits, à être conseillés. A l'initiative de l'Union locale CGT, une pétition a réuni des milliers de signatures. Les élus ont profité de l'alternance pour se défausser les uns sur les autres. Côté Assurance maladie, on ne parle que "d'économies": d'économies à réaliser sur les salariés de Sécu, sur les remboursements des ayant-droit. De l'autre côté, un rapport parlementaire de 2011 évalue les fraudes patronales aux cotisations sociales entre 8 et 15,8 milliards d'euros... La lutte se poursuit.

Plus nous avons besoin de centres de santé publics de proximité, plus ils les ferment!

Si l'on dit que le 15^{ème} va devenir un désert médical, on pourrait croire que c'est une plaisanterie. Côté dépassements d'honoraire, c'est en effet plutôt la jungle. Mais le désert gagne effectivement l'offre de soins conventionnés, pratiqués et remboursés au tarif de la Sécu, appliquant le tiers payant. Mais sur 240.000 habitants, de plus en plus ne peuvent pas payer des suppléments et tous auraient raison de les refuser.

Le centre médical pluridisciplinaire Beaugrenelle accueillait 23.000 patients. Il est tombé en 2006 sous les pelleteuses des promoteurs du nouveau centre commercial. Responsable du projet, la Ville a laissé faire et renvoyé à des promesses toujours pas tenues, alors que l'opération immobilière touche à sa fin (mais aussi que les élections municipales approchent). Des associations se battent pour la réimplantation d'une structure équivalente municipale. 450 millions d'euros pour une opération spéculative et pas les moyens de faire vivre un centre de santé?

Idem à Balard, le centre de santé a été détruit par les pelleteuses de l'opération somptuaire du "Pentagone". Le ministère de la défense, pour ses propres salariés et pour ses voisins n'aurait pas de quoi financer un nouveau centre?

Le centre de la rue Viala: depuis son abandon par les Allocations familiales en 1996 (et son rétrécissement), il est géré par une mutuelle étudiante. Il vivote financièrement. Comme la plupart des centres de santé, il souffre directement du sous-financement aggravé par la loi Bachelot de 2008 (HSPT) qui ignore délibérément les surcoûts sociaux de ces structures de proximité.

Batailles locales, bataille globale: Agissons, avec tous les acteurs, représentants de la population, associations, structures médicales existantes, pour la reconstitution et l'amélioration du réseau de centres de santé publics dans le 15^{ème}!

Aux urgences de l'hôpital Pompidou, c'est toujours l'état d'urgence!

Il y a un an, les personnels des urgences tiraient le signal d'alarme.

Leur grève a permis que les patients ne soient plus parqués dans les couloirs mais dans de nouveaux « espaces d'attente », un peu plus décents. Pour le reste, rien n'a changé.

Le déficit de personnel, toujours aussi criant et le manque structurel de lits « d'aval » (dans les autres services) rendent toujours l'équation quasi impossible à résoudre tous les jours.

La pression s'aggrave à cause de la dégradation de la situation sociale et de celle des autres hôpitaux. L'Assistance publique - Hôpitaux de Paris veut fermer les urgences de l'Hôtel Dieu. Cela va reporter 40.000 patients de plus vers les structures subsistantes. Et ce n'est qu'un exemple.

La lutte se globalise à l'AP-HP devant une austérité sans précédent, malgré le changement de gouvernement. 150 millions "d'économies" en un an: le démantèlement s'accélère.

Hospitaliers, usagers, unissons nos analyses et nos luttes!



Rencontre militante RATP-SNCF

Notre section, avec les camarades du dépôt RATP de Croix-Nivert et des cheminots du 15^{ème}, a pris l'initiative d'une rencontre, le 7 juin, entre militants communistes et cégétistes de la RATP et de la SNCF. 26 camarades et amis y ont participé.



Tous ont jugé cette initiative intéressante et importante eu égard aux similitudes de situation, à l'exigence d'une convergence et même d'une coordination des analyses et des luttes.

La veille, les camarades machinistes et ouvriers des dépôts de bus RATP avaient mené une journée de grève et gagné une mobilisation – 55% à Croix-Nivert – inédite depuis 2007. Se profilait déjà le succès – 50% de grévistes sur toute l'entreprise, de 70 à 80% dans l'exécution, le contrôle et la maintenance – du mouvement à la SNCF le 13 juin contre le projet de « réforme » ferroviaire, d'éclatement de l'entreprise préparant la privatisation de l'exploitation.

L'échange d'expériences et d'analyses a confirmé la possibilité et la nécessité de rapprochements. Le nouveau gouvernement – sans surprise – poursuit la politique de marchandisation et de casse du service public. Symboliquement, il a maintenu les PDG Mongin et Pépy.

Nous sommes en possibilité comme jamais de mettre à terre les deux arguments idéologiques « massues » du pouvoir : la concurrence et l'Europe.

L'UE du capital, ses directives, ses règlements (OSP) sont totalement disqualifiés avec la « crise », combattus par les peuples. Les gouvernements nationaux ne peuvent plus s'appuyer sur eux. Concurrence, en 2019 pour les transports ferroviaires de voyageurs, en 2024 pour les lignes de bus parisiennes ? Mais de quoi parle-t-on ?

Dans le domaine des transports, objectivement, vu les niveaux d'investissements, il n'y a que concurrence entre entreprises

publiques ! Les opérateurs, hors régies, des transports urbains dans les grandes villes appartiennent tous à la RATP, à Kéolis, filiale de la SNCF ou à Transdev, filiale de la Caisse des dépôts. Véolia a jeté l'éponge. Dans le fret, le dépeçage du rail SNCF se fait au profit de groupes routiers comme Géodis, qui sont filiales de la même SNCF ! La concurrence réelle ou fictive n'a pour but que d'écraser les conditions de travail et de rémunération, de réduire le service aux besoins minimums du patronat. Elle n'a sinon pour but que de répercuter les politiques d'austérité via l'Etat et les collectivités locales, d'externaliser tous les foyers de profit possibles.

Que ce soit à la RATP ou à la SNCF, il ne manque pas d'explications pour amener les usagers avec nous. Un camarade cheminot demande qui connaissait le mot « caténaire » il y a vingt ans ! Les avaries dans les bus, qui font descendre, attendre et remonter les voyageurs ont aussi leurs raisons.

Pour les camarades de la RATP comme de la SNCF, la lutte pour les droits sociaux, la lutte pour le service public, la lutte pour la défense et la reconquête des monopoles publics sont indissociables. La lutte politique doit se construire à partir des revendications immédiates, en l'occurrence le temps de travail.

On mesure les calculs du pouvoir, secondé parfois par des organisations syndicales, comme en 2007 lorsque la casse des régimes par la « négociation », malgré la grève puissante, a ouvert la voie à la loi Woerth de 2010. Certains tentent de persuader les agents de la SNCF et de la RATP qu'ils ont intérêt à marchander le

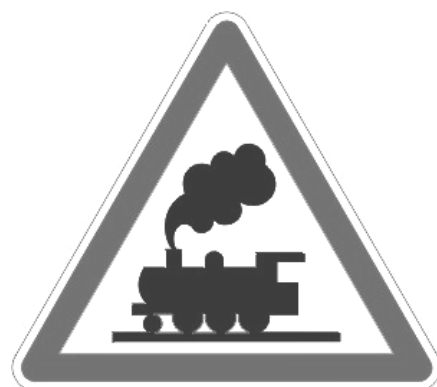
maintien d'une partie de leur statut, à court terme. Le dialogue sociale est la formule magique pour accepter la résignation. Hollande reprend l'attaque sarkoziste contre les retraites de tous. L'idéologie dominante fustige plus que jamais le secteur public. La campagne d'intimidation est en route : accepter la réforme ferroviaire et l'on vous laissera un répit sur les maigres avantages de retraites.

Heureusement cela ne prend pas !

A la SNCF, le pouvoir propose de négocier un statut du travailleur du rail, intermédiaire entre les acquis du statut cheminot et le droit commun. Limiter les dégâts, négocier les reculs sociaux, accepter la fatalité de la concurrence ? Non, pas question ! Idem à la RATP ! Pas question d'accepter tel double statut ou triple statut, existant suite aux abandons de 2007, visant à opposer les anciens aux nouveaux embauchés !

La discussion a souligné l'importance de l'organisation politique communiste à l'entreprise pour diffuser des idées et théories qui dépassent le seul objectif revendicatif. Elle a montré à nouveau que la politique ne pouvait se réduire aux institutions, laisser les travailleurs tomber dans le jeu politique de l'alternance ou des postures tribuniennes. La politique est directement l'affaire des travailleurs !

Pas d'enfumage avec un « pôle public des transports », « eurocompatible » : des monopoles publics, s'appuyant sur de grandes entreprises nationalisées et le rétablissement des statuts sociaux SNCF et RATP !



QUATRIERS: TRANSPORTS

Nouveau service de (mini) bus dans le sud du 15^{ème} : la municipalité de Paris choisit le privé contre la RATP !

Un nouveau service de bus, de minibus, va être créé dans le sud du 15^{ème} reliant les stations des différentes lignes de métro sur les Maréchaux entre elles ainsi qu'avec le centre de l'arrondissement. On devrait pouvoir se féliciter de cette innovation. Le remplacement des bus PC par le tramway a en effet entraîné la suppression de la moitié des arrêts pénalisant particulièrement la population la moins mobile. Nous l'avons dénoncé. Les nouveaux minibus corrigeront la dégradation des conditions locales de transport.

Mais voilà que la Ville de Paris a fait le choix d'attribuer l'exploitation de cette nouvelle ligne à un groupe privé, B.E. Green, contre la RATP. L'arbitrage, après « appel d'offre », est absurde. Comme les décideurs ne peuvent le nier eux-mêmes, la RATP avec son dépôt de Croix-Nivert dans l'arrondissement propose la meilleure organisation de l'exploitation et de la

maintenance pour le meilleur service rendu. C'est incontestable effectivement.

Mais ce n'est pas l'orientation idéologique de la municipalité de « gauche ». Le gouvernement de « gauche » choisit avec la réforme ferroviaire d'accélérer le processus de mise en concurrence du rail tout en continuant celui des transports urbains. Jean-Paul Huchon et son équipe de « gauche » à la tête du Conseil régional font ouvertement le choix de la concurrence contre les agents de la RATP.

La municipalité de « gauche » à Paris n'entend pas être de reste. Au cœur du réseau historique de la RATP, elle veut ouvrir la voie au privé et au dumping social. B.E. Green, filiale des autocars Dominique, ne présente qu'un « avantage » pour elle : des salaires et des conditions sociales dégradées qui permettent (de promettre) un coût moins élevé.

Comme si les conditions de travail, le statut n'étaient pas des facteurs déterminants dans la supériorité technique et organisationnelle de l'offre publique de la RATP !

La direction de la Régie cache à peine sa satisfaction devant le choix de sa tutelle : cela va lui permettre de mettre encore davantage la pression sur les agents et notamment ceux



Les minibus électriques RATP tels que nous ne les verrons pas !

de Croix-Nivert.

Problème, avec la CGT, ils ont compris le calcul depuis le départ. Le 6 juin, ils ont fait grève à 55% contre l'allongement des temps de conduits et la remise en cause des repos.

Communistes, nous les soutenons.

Nous dénonçons le choix du privé pour le minibus du Sud-15^{ème}, appelons à contester l'attribution de l'exploitation, à gagner pour les conducteurs et agents d'entretien des nouveaux minibus leur intégration au statut RATP. **C'est ça le choix du service public !**

Jeunes communistes du 15^{ème}

Non à la « morale patronale » au collège et au lycée. Oui à de (futurs) travailleurs qualifiés et des citoyens critiques !

Ce que Sarkozy n'a pas osé faire en faveur des grandes entreprises, Hollande le fait : des milliards d'euros de cadeaux aux patrons et maintenant l'« entreprise à l'école » !

A la rentrée, on aura deux nouveaux cours : la « morale laïque » et l'« entreprise à l'école ». Le catéchisme, deux fois, dans l'école laïque : la première pour nous apprendre à bien obéir à l'État, une autre pour nous apprendre à bien obéir à notre patron. Amen.

Patrons et travailleurs ne sont pas dans le même bateau !

Pour les travailleurs, c'est la crise : les salaires baissent, c'est précarité ou chômage. Pour les entreprises, c'est pas la crise : 75 milliards d'euros de profits en 2012. **On est vraiment pas dans le même bateau !**

L'« entreprise à l'école », c'est mettre l'école non pas au service de la nation, du peuple, mais d'une petite minorité, d'une poignée de patrons qui dirigent notre pays. **Stop à la propagande patronale ! C'est quoi la morale « laïque » ? Cahuzac, Bettencourt ?**

Cahuzac qui enseigne l'« austérité » aux travailleurs et planque son argent en Suisse. Bettencourt, première fortune de France, qui paye la campagne de Sarkozy qui lui rend en cadeaux fiscaux ?

Une école liée au monde du travail, oui !

Bien sûr qu'il faut que l'école ait des liens avec le

« monde du travail ». Mais cela passe par une **vraie formation professionnelle**, par la revalorisation des filières professionnelles et techniques. Ce ne sont pas des filières poubelles, ce doit être un tremplin vers un emploi qualifié !

Une **éducation à la citoyenneté, oui ! Pas la messe patronale ou laïque** : il faut les moyens intellectuels de critiquer notre société pour adhérer à ses valeurs, trahies par les Cahuzac, Bettencourt, Hollande, Sarkozy et cie.

L'avenir d'une société se lit dans son école : notre école va mal, notre pays va mal, malade de la politique que lui impose une minorité. Notre école meurt faute de moyens : des classes de plus de 30, ce n'est plus possible !

Stop à la propagande patronale ! Notre école forme les travailleurs les plus productifs d'Europe. Peut-être est-ce notre esprit critique, la conscience de nos intérêts de classe qui agacent nos dirigeants.

Lycéens, étudiants, travailleurs : ne nous résignons pas !

En 2006, les lycéens ont dit Non au CPE, la précarité pour tous. En 2008, les étudiants disaient Non à la LRU, l'université au service de l'entreprise. Cinq ans après : les universités sont en faillite.

En 2005, les Français ont dit Non à la Constitution européenne, l'Europe des patrons. En 2010, on était des millions à dire Non à la réforme des retraites : du travailler plus longtemps pour gagner moins.

« *Ils n'ont pas bien compris, il faut leur expliquer* », nous disent nos dirigeants. On va maintenant nous expliquer à l'école nos intérêts : baisser nos salaires, réduire nos droits, obéir sans réfléchir.

Non à la propagande patronale, les programmes doivent défendre la pluralité des opinions !

C'est en « **SES** » qu'on doit apprendre le « monde du travail ». Il y a deux ans encore, on apprenait qu'il y a deux façons de penser en économie : le **libéralisme**, la défense du capitalisme, la vision patronale (et sa variante keynésienne-étatiste) ; le **marxisme**, la défense du socialisme, de la révolution, le point de vue des ouvriers.

C'est en **Histoire**, qu'on doit apprendre nos « valeurs citoyennes » : l'esprit critique des Lumières ; l'esprit révolutionnaire de 1789 ; l'esprit de résistance contre le nazisme. La liberté, l'égalité, la fraternité, c'est pas un dogme, cela a été un combat et ça l'est toujours !

Voilà la vraie « éducation laïque » : des valeurs communes mais une liberté de penser (critique) individuelle. Esprit critique, esprit de résistance, esprit révolutionnaire : **rejoins la Jeunesse communiste du 15^{ème} qui porte ses valeurs et les met en pratique au quotidien !**

Combien aurait eu Cahuzac en « morale laïque » et en « morale patronale » ?



Héritage du CNR : Les élèves du lycée Buffon ont eu droit à des cours d'histoire vivante

Il s'en est passé des choses le 27 mai 2013 devant le lycée Buffon dans le 15^{ème}.

Ce n'est pas tous les jours que le lycée est défendu par autant de forces de l'ordre.

Ce n'est pas tous les jours que les lycéens assistent sous leurs fenêtres à un grand match de catch.

C'est certainement la première fois que les plus progressistes d'entre eux (parmi lesquels nos jeunes camarades) sont supporters des ... CRS ! Il faut dire qu'en face manifestaient une centaine de provocateurs, extrémistes de droite, au nom de l'opposition au « mariage pour tous ».

L'occasion de ce petit événement a été la venue, discrètement annoncée, du Président François Hollande au lycée pour la célébration du 70^{ème} anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance, le CNR.

Le lieu a été choisi en hommage aux cinq martyrs du lycée Buffon, ces cinq jeunes résistants fusillés il y a 70 ans aussi, auxquels il convient d'associer la mémoire de leur inspirateur, professeur au lycée, sauvagement assassiné par les Nazis en 1944, Raymond Burgard.

C'est peu de dire que les lycéens devront approfondir et débrouiller ce qu'ils ont entendu et vu par des lectures et avec leurs enseignants d'histoire-géo.

François Hollande, qui avait invité plusieurs vétérans de la Résistance, a certes joué au prof devant les media et un parterre d'élèves de 1^{ère}. Mais sa leçon a été voulue superficielle et imprécise, loin d'expliquer le sens et les résultats de la constitution du CNR. Quelques mots consensuels la structuraient : « Liberté », « antiracisme », « confiance en l'avenir »...

Surtout du CNR, Hollande n'a voulu retenir que « l'unité » nationale. « *Ceux qui représentaient les élites et ceux qui représentaient les milieux populaires voulaient ensemble une France plus juste* ».

Chez Hollande, comme chez bien d'autres, cette recomposition de l'histoire du CNR n'est pas innocente quand l'idéologie dominante vante l'unité nationale face à la crise. En mars dernier, les sénateurs ont voté à la quasi-unanimité une proposition de loi instaurant le 27 mai comme journée nationale de commémoration.

Pourtant ce sont les mêmes parlementaires, leurs gouvernements successifs qui s'appliquent méthodiquement à démanteler, sous l'égide de l'Union européenne, les acquis sociaux et démocratiques inspirés à la Libération par le programme du CNR : sécurité sociale, grands monopoles publics, statut des

fonctionnaires...

Le CNR a représenté la coordination réelle et effective des organisations de résistance pour la libération du pays. Dans ce combat contre l'envahisseur, on peut réellement parler « d'unité ». Le CNR a été une alliance. D'un côté s'est retrouvée une partie de la bourgeoisie, dont d'authentiques patriotes, qui, à partir d'un moment ou un autre, de Gaulle dès le départ, a refusé la mise sous tutelle allemande de l'impérialisme français puis, pour d'autres plus tard, a compris que l'Allemagne perdrait la guerre.

De l'autre côté s'est retrouvée la principale force de la résistance intérieure, représentante de la seule classe sociale qui n'a pas trahi en tant que classe, la classe ouvrière : le PCF.

Le programme du Conseil national de la Résistance est le résultat d'un compromis. Il a été rédigé pour préparer les conditions du retour à l'indépendance et le relèvement du pays. Il ne s'agit plus là d'un combat commun, comme celui de la lutte armée pour la libération, mais de l'expression d'intérêts de classe toujours aussi contradictoires mais dans un contexte qui a fortement changé en quelques années.

En 1943,44,45, le patronat, les possédants sont disqualifiés dans le pays par leurs responsabilités écrasantes dans la défaite de 1940, leur adhésion large à Pétain et à la collaboration. Les retournements de veste sont trop tardifs. De Gaulle peut certes s'appuyer sur les impérialismes américain et britannique pour prévenir une révolution prolétarienne en France mais ceux-ci lorgnent aussi sur les beaux restes de l'impérialisme français.

De son côté, la classe ouvrière est considérablement renforcée dans ses intérêts par sa forte mobilisation, ses terribles sacrifices dans la résistance, par son outil syndical réuni, la CGT, par l'autorité de son parti d'avant-garde, le PCF, le Parti des fusillés. Il est frappant de constater combien le programme du CNR reprend les analyses de l'appel de Thorez et Duclos du 10 juillet 1940, loin de l'appel à l'armée et à l'Empire coloniale de De Gaulle le 18 juin.

Les victoires, l'héroïsme, les sacrifices, dans la lutte antifasciste, donnent à l'URSS, patrie du socialisme, un prestige immense qui irrigue et renforce les militants ouvriers du monde entier.

Le programme du CNR est le compromis issu de ce nouveau rapport de force, aussi bien dans ses orientations les plus progressistes allant jusqu'à l'affirmation de la nécessité de « l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie », que dans ses limites.

Dans la commémoration du CNR, il est complètement erroné et même trompeur de cultiver, hors contexte, la nostalgie d'une « unité nationale », « interclassiste », englobant une bourgeoisie gaulliste, faisant fi des oppositions de classe fondamentale. Allez trouver une ligne du général de brigade sur la retraite des



vieux travailleurs avant 1940 !

Les conquêtes de la Libération ont pris appui sur le programme du CNR, vite réduit. Mais elles ont été obtenues avant tout par la mobilisation des travailleurs animés par la CGT et le PCF.

Dès que le rapport de force se dégrade, les acquis sont remis en cause. Dans le climat de guerre froide, PCF et CGT les défendent par des luttes très dures. Et chaque ancien résistant retrouve son point de vue de classe d'origine et ses anciennes fidélités politiques.

Le CNR n'a rien d'un modèle politique dans la France et la situation européenne d'aujourd'hui !

Evidemment, il n'était pas question d'attendre de François Hollande une analyse telle que la nôtre, même tracée à gros traits. Et on comprend sa timidité vu sa politique actuelle...

La manifestation des groupes nationalistes, au prétexte du « mariage pour tous » souligne encore davantage le souci de la bataille de l'histoire. Scandaleusement, ces héritiers du régime rétrograde, antipopulaire de la collaboration, n'ont pas hésité à reprendre à leur compte l'œuvre du CNR, ce que fait régulièrement le FN.

L'importance de ne pas réduire le contenu et les acquis, ni d'exagérer la forme du CNR et de son programme, est encore plus impérieuse.

Les lycéens de Buffon n'auront pas sans doute l'occasion de réviser l'histoire des CRS. Ce corps aussi est une réalisation de la Libération. Mais rapidement, l'Etat bourgeois consolidé a réussi à en exclure les éléments démocratiques, les communistes, pour en faire après 1947 l'instrument de répression que l'on sait.

Les gouvernements n'en n'ont pas encore fini, pour le compte du capital, avec la Sécurité sociale, les nationalisations, les statuts des travailleurs...

Dans les luttes qui s'annoncent, la force de l'organisation révolutionnaire des travailleurs sera déterminante pour renverser le rapport de force, comme celle qui, pendant la dure période de guerre, a permis les avancées du CNR.

Municipales 2014

PCF75: Le flou jusqu'à l'automne...

Dans notre précédent envoi, nous relayions la décision de la fédération de Paris du PCF de consulter les communistes les 28 et 29 juin sur la stratégie du Parti pour les municipales de 2014. Cette consultation a été annulée et reportée sine die, sans doute à l'automne.

Les élus sortants ou éventuels semblent particulièrement gênés. L'opposition à la politique de Hollande au pouvoir suscite un rejet profond dans la population et parmi les adhérents. Delanoë et Hidalgo ont un bilan et un programme totalement identifiants à l'orientation gouvernementale. Comment persuader d'aller avec le PS dès le 1^{er} tour ?

Mais constituer des listes « Front de gauche » aurait d'autres conséquences pour les élus et la fédération.

Les Mélenchonnistes de Paris ont déjà rendu public leur choix de présenter une liste. Ils redoublent d'invective contre leurs anciens camarades du PS, sur une posture « radicale » attrape-tout. Se présenter avec eux, cela voudrait dire pour les élus PCF sortants se mettre en porte-à-faux avec le bilan de la municipalité sortante dont ils ont été totalement solidaires dans l'exécutif. Avec des sondages à 6%, en partageant les bonnes places à parité avec le PG et les partenaires, des listes autonomes conduiraient à l'élimination d'au moins la moitié des 10 postes de conseiller de Paris obtenus en 2008 au nom du PCF.

Dans ces conditions, certains sortants comme Alain Lhostis du 10^{ème} et Pierre Mansat, élu PCF du 20^{ème} en 2008, passé à la « FASE » depuis avec ses indemnités, soutiennent déjà officiellement Anné Hidalgo.

D'autres négocient des gestes symboliques, des « bouger », des gages dans les derniers mois de la mandature qui pourraient faire croire que les élus PCF-FdG peuvent peser à « gauche ». Au Conseil de Paris, un vœu a été voté pour le maintien des urgences de l'Hôtel-Dieu, y compris par Anne Hidalgo. Quelques jours après les services ministériels réaffirment aux syndicalistes et aux médecins la fermeture prévue le 4 novembre...

A notre assemblée du 29 mai, communistes du 15^{ème}, nous avons réitéré notre position, qui devrait être la plus naturelle pour l'ensemble de notre Parti : présenter des listes communistes de rassemblement. Nous condamnons le bilan Delanoë-Hidalgo. Nous refusons les calculs politiques des socio-démocrates et gauchistes qui se retrouvent maintenant derrière le PG (et qui méprisent toutes nos luttes locales). Nous ne nous plaçons pas dans la perspective du retour de la droite à la municipalité, d'une droite qui pourrait faire pire que la gauche plurielle en s'appuyant sur ses reniements.

Voilà ce que nous défendrons dans les mois à venir. Prochaine étape pour la section : fin septembre quand nous aurons plus d'éléments.

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Soutien aux travailleurs de l'audiovisuel public grec, brutalement liquidé

La fermeture du jour au lendemain des chaînes publiques de télévision et de radio (groupe ERT) par le gouvernement grec montre qu'il n'y a pas loin entre la dictature économique et la dictature politique du capital.

Ce n'est pas seulement 3000 salariés qui ont été jetés à la rue d'un coup au nom de l'austérité. Ce n'est pas seulement un signe d'allégeance qui a été donné aux représentants de l'Union européenne du capital, de la BCE et du FMI présents à Athènes ce jour-là. C'est aussi la volonté des possédants d'utiliser leur propre crise pour intimider les travailleurs et faire taire toute voix un peu critique.

Un rassemblement de soutien symbolique s'est organisé à Paris dans la journée du 12 juin. Une dizaine de camarades de la section du PCF Paris 15, prévenus à temps, y ont participé. On notait du 15^{ème} une banderole de la CGT de France-Télévisions, logiquement concernée et solidaire.

Nos camarades du Parti communiste grec (KKE) en France nous ont donné les dernières nouvelles.

La mobilisation solidaire se développe notamment sous l'action du Front syndical PAME.

Les travailleurs de l'audiovisuel public sont entrés en résistance. Ils continuent à travailler et à essayer d'émettre.

Le gouvernement a fait intervenir la police pour couper les canaux d'ERT des antennes relais. Il les menace de poursuites pour diffusion sans autorisation.

Les travailleurs ont trouvé asile sur le canal 902, celui de la chaîne du KKE. Le gouvernement pousse l'entreprise de télédiffusion (DIGEA) à interrompre également les émissions du canal 902 au prétexte qu'il retransmet les émissions « illégales » des travailleurs d'ERT.

Décidément, il y a des voix qui font peur et qui portent et que nous devons tout faire pour faire entendre.

